

**Zeitschrift:** Revue historique vaudoise  
**Herausgeber:** Société vaudoise d'histoire et d'archéologie  
**Band:** 122 (2014)

**Artikel:** Introduction  
**Autor:** Kaenel, Philippe  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-847111>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 15.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**Philippe Kaenel**

## **INTRODUCTION**

C'est une banalité de dire que la « culture des musées » a radicalement changé dans le sillage de la Révolution française. Dans l'Hexagone, mais aussi partout en Europe et dans le monde, au sein des nations industrialisées, les musées sont rapidement devenus plus que des conservatoires: ils se sont transformés en lieux de représentations identitaires, sociales, politiques et économiques. Dans une certaine mesure, ils ont pris le relais des tours à travers lesquelles les cités toscanes rivalisaient de grandeur à l'aube de la Renaissance, et des cathédrales au moyen desquelles les capitales et autres villes d'importance cherchaient à manifester leur puissance terrestre et spirituelle. Alors que la construction d'églises s'est ralentie depuis environ un demi-siècle, qu'elle est devenue plus périphérique et donc moins soumise aux sensibilités publiques et territoriales, ce sont aujourd'hui les tours et les musées qui polarisent l'attention publique et semblent concentrer les enjeux liés aux représentations collectives, qu'il s'agisse des enjeux touristiques (en termes d'«image») politiques alors que l'usage du sol devient l'objet de polémiques récurrentes et que la question de la densification urbaine occupe l'espace médiatique et politique.

En Suisse, réputée pour la rareté de son territoire, et dans la région lémanique, fortement soumise aux pressions immobilières résultant de sa croissance économique et démographique, les musées se retrouvent, à leur tour, très exposés. Ils ne sont certes pas les seuls en Europe. On connaît les débats qui accompagnent la délocalisation partielle des grandes institutions comme le Musée du Louvre ou le Centre Pompidou, et en Suisse les interrogations qui ont surgi, lors de leur création, sur la viabilité de nouveaux musées, comme le Centre Paul Klee à Berne, et sur la part de l'engagement public pour assurer leur fonctionnement. Depuis des années, des polémiques entourent la création et la restructuration de deux bâtiments à vocations plurielles, le Musée d'art et d'histoire à Genève, et le Palais de Rumine à Lausanne dont parle Françoise Jaunin dans son article.

Le présent numéro de la *Revue historique vaudoise* souhaite jeter une série d'éclairages sur un paysage muséal en plein mouvement. Précisons que les pages qui suivent

n'ont aucune ambition encyclopédique: il aurait été impossible de rendre compte intégralement de la diversité de l'offre cantonale. En guise d'ouverture, Chantal Lafontant Vallotton rappelle au passage que la Suisse est le pays qui abrite le plus de musées au monde par habitant, soit plus de mille, et que le canton de Vaud n'est pas en reste avec ses 92 musées, en troisième position derrière Zurich et Berne. Il y a d'ailleurs, sans doute, une relation entre le nombre de musées et le nombre d'organes de presse dont jouit la Suisse, proportionnellement et au regard des autres pays européens. La pluralité des cultures et des langues ainsi que la structure fédéraliste d'un pays qui ne compte toujours pas d'article sur la culture dans sa Constitution, expliquent sans nul doute cette singularité et le fait que les processus décisionnels suivent des méandres qu'exige une pratique démocratique, républicaine de la vie publique.

Il n'en a pas toujours été ainsi. En fait, les musées se sont souvent matérialisés à la croisée entre une volonté citoyenne (personnelle ou collective), autour de collections, et une volonté des élites ou élus politiques ou financiers, à l'exemple des dons qui ont permis des réalisations comme le Musée Jenisch ou le «palais» de Gabriel de Rumine. Pour parler le langage d'aujourd'hui, sur le plan décisionnel, la relation *bottom-top* tend à prendre le dessus sur la relation *top-bottom*. Il en résulte des blocages qu'il ne s'agit pas de juger ici, mais qu'il faut constater. Ces tensions sont d'ailleurs perceptibles depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, à propos de ce palais florentin calé au pied de la cathédrale, jugé en 1890 «un peu riche», comme le rapporte Dave Lüthi dans son étude sur les «nouveaux» musées. Cette question de la «convenance» de l'architecture, par rapport à ses objectifs et ses coûts, occupe une place notable dans les débats publics depuis plus d'un siècle, avec en filigrane la mise en question des usages et de l'utilité de tels édifices. Pour les raisons précitées, les musées régionaux, installés dans d'anciens bâtiments ou construits comme tels, deviennent de plus en plus *iconiques*: ils se «vendent» autant à travers leurs collections (de qualité, certes, mais qui ne peuvent rivaliser avec les grandes institutions internationales) qu'à travers leur *look*: une image de marque (du *branding* pour adopter le langage qui s'impose dans ce domaine) dont jouissent la Fondation Beyeler ou le Centre Paul Klee dont l'onulation est issue d'un coup de crayon de l'architecte. L'architecture (extérieure ou intérieure) est un élément central de la communication des institutions. Elle se pose également dans le cas des musées-châteaux ou des châteaux-musées (comme le montre l'étude d'Helen Bieri Thomson et Brigitte Pradervand), l'expression alternative rendant parfaitement la tension entre l'enveloppe et le contenu. La valse-hésitation autour des usages possibles du château de Chillon, présentée par Claire Huguenin, en dit long sur le phénomène, ceci jusqu'au constat prophétique du maître d'œuvre, Albert Naef, en 1927: «Le principal objet du futur musée de Chillon sera le château lui-même.»

Aujourd’hui, les musées se veulent «branchés». Significativement, le mot «musée» devient même suspect tant il évoque la poussière des réserves et des vitrines. On préfère les notions de «Centre», de «Fondation», de «Maison» ou de «Galerie du patrimoine» notamment dans les milieux économiques très concurrentiels comme les milieux horlogers (étudiés par François Courvoisier), où la logique du marketing est naturellement prioritaire. Les musées appartiennent de plus en plus à l’industrie du spectacle, ce qui n’est pas sans aviver les tensions au regard de leur mission première qui est de conserver, restaurer et préserver les biens patrimoniaux. Mais ils ont aussi pour tâche de les valoriser, et cette tâche est loin d’être secondaire: d’abord sur le plan économique et médiatique (ce sont les expositions temporaires qui leur donnent une grande part de leur visibilité), puis aussi sur le plan historique et civique, d’où l’importance de la muséographie et de la médiation culturelle, qui exige souvent plus d’espaces et de moyens, et qui fait actuellement défaut à de nombreuses institutions, parmi lesquelles celles qui sont liées à l’archéologie: le Musée cantonal d’archéologie et d’histoire, les «Site et Musée romains d’Avenches» et le Musée monétaire cantonal (voir à ce sujet l’article de Gilbert Kaenel et Marie-France Meylan Krause).

Les musées manifestent la mémoire de l’histoire et de la culture: ils la font revivre dans un monde de plus en plus régi par le présentisme ou le court terme, à l’âge de l’internet. Ils invitent la société civile contemporaine à prendre du recul, à relativiser, à tirer les enseignements du passé proche ou lointain. Ils ne sont évidemment pas les seuls à œuvrer dans ce sens. De nombreuses publications, recherches universitaires et archivistiques, et plusieurs associations et sociétés travaillent à montrer l’actualité de la mémoire du passé, au nombre desquelles la Société vaudoise d’histoire et d’archéologie.

Internet, qui a repris à son compte les idées de «collection», de «galerie», d’«exposition» ou de «showroom», ne saurait se substituer ni à ces organismes ni aux médias traditionnels. Le web contribue à la valorisation et la fétichisation des objets qui a encore des beaux jours devant elle – fort heureusement – car elle est non seulement le moteur de la fascination pour la matérialité, la rareté ou l’exemplarité des objets dont vivent les musées, mais aussi parce que la confrontation avec les objets constitue une étape indispensable à la genèse d’autres points de vue, qu’ils émanent de ce que l’on appelle le «grand public», du «public cultivé» ou des spécialistes. La culture digitale aujourd’hui rencontre et fait revivre la «culture des musées». Elle pourrait, par exemple, redonner corps aux *disjecta membra* du «Cabinet iconographique vaudois», qualifié de «musée virtuel» par Silvio Corsini et Anne Lacoste dans leur étude. Il en est de même du Musée scolaire cantonal, créé en 1897, heureusement conservé malgré quelques

aléas exposés par Geneviève Heller et Yvonne Cook, qui constatent que les collections, à défaut de trouver des murs, vont probablement être hébergées dans un musée virtuel.

Internet fournit sans nul doute une réponse proactive à la diversité, à l'éclatement géographique et thématique des collections et des musées, et à leur désir de visibilité. La spécialisation des musées est un phénomène qui caractérise leur histoire depuis des décennies. Comme le souligne Martin R. Schaeerer à propos des musées dits « thématiques », le site de l'Association des Musées suisses répertorie quarante-deux musées thématiques pour le seul canton de Vaud dans des secteurs comme l'alimentation, le blé et le pain, le bois, les chaussures, les chemins de fer, le cheval, le dessin de presse, les fortifications, l'horlogerie, l'immigration, le jeu, le Léman, les machines agricoles, la main, la médecine, la mode, la monnaie, l'olympisme, les orgues, les reptiles, les Romains, la science-fiction, le sel, Sherlock Holmes ou le temps... sans oublier la photographie, longtemps jugée non spécifique car présente aussi bien dans les cabinets d'arts graphiques, les collections historiques et thématiques, que dans les bibliothèques ou les archives. Aujourd'hui, le médium jouit d'une popularité sans précédent qu'exploitent et explorent le Musée de l'Élysée bien sûr, mais aussi le Musée historique de Lausanne et le Musée du Léman, comme le souligne Sylvie Henguelly ici-même.

Les musées de territoire – qu'ils soient locaux ou régionaux, publiques ou privés, parfois dotées du statut de « musée reconnu » par l'État de Vaud, qui signale des collections propriétés du Canton – ont connu et connaissent aussi de profonds changements : redéfinition des missions, des politiques de collections, développement des activités de médiation et de communication. Cependant et à y regarder de plus près, les situations peuvent présenter d'importantes disparités dont témoigne la présentation du Musée historique et des porcelaines, château de Nyon et du Musée d'Yverdon et région par Vincent Lieber et France Terrier.

Les auteurs de ce volume thématique viennent d'horizons professionnels divers. Les « gens de musées » prédominent pour d'évidentes raisons. Mais la parole est également donnée à des historiens, des historiens de l'art, des monuments, à des journalistes, à des économistes. Ils jettent des regards croisés sur certaines institutions et les abordent avec une diversité de méthodes, de tons, de convictions qui fait écho à la diversité des objets et des publics – de cette société civile qui contribue de manière décisive à cultiver la « culture des musées ».

Ce volume a été conçu d'entente entre France Terrier, directrice-conservatrice du Musée d'Yverdon et région, Dave Lüthi, professeur en histoire de l'architecture et du patrimoine à l'UNIL, et le soussigné, professeur d'histoire de l'art à l'UNIL également.

Il a fait l'objet de discussions préliminaires avec les auteurs que nous remercions pour leur sens de l'ouverture et leur collaboration.

Le monde des musées vaudois est en mutation. Sa richesse et sa diversité sont apparaissantes sur le site de l'État de Vaud: [[www.musees-vd.ch](http://www.musees-vd.ch)]. Les musées vaudois figurent également de manière extensive et structurée dans la liste dressée par l'association RéseauPatrimoineS [[www.reseaupatrimoines.ch](http://www.reseaupatrimoines.ch)], très active dans le domaine. Très récemment, l'ancienne loi sur les activités culturelles (LAC) été remplacée par la loi sur la vie culturelle et la création artistique (LVCA), qui insiste sur «un principe de subsidiarité concertée avec les villes et les communes», et par la loi sur le patrimoine mobilier et immatériel (LPMI), qui concerne les «collections des institutions patrimoniales cantonales notamment, mais aussi le patrimoine immatériel, que la loi vaudoise est la première à intégrer» (Bureau d'information et de communication de l'État de Vaud, le 28 mars 2013). Ces deux lois ont été adoptées par le Grand Conseil le 8 avril 2014. Elles fixent un cadre général. Mais il n'y a pas à douter qu'elles contribueront à remodeler un paysage muséal cantonal qui ne peut vivre que du dialogue de ses acteurs.

